Lionel Groulx (1878-1967)

Historien, prêtre-éducateur et intellectuel québécois dont la carrière et la vie active coïncident presque exactement avec les deux premiers tiers du 20e siècle.

(1921)

"Le problème économique."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie retraité du Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Lionel Groulx (1878-1967)

"Le problème économique".

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, *L'essor économique du Québec*, pp. 50-62. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp.. Texte originalement publié dans *L'Action française*, 1921, pp. 706-723.

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 4 avril 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Lionel Groulx

"Le problème économique".

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, *L'essor économique du Québec*, pp. 50-62. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp.. Texte originalement publié dans *L'Action française*, 1921, pp. 706-723.

[50]

Lionel Groulx

"Le problème économique".

Un texte publié dans l'ouvrage sous la direction de Roger-J. Bédard, **L'essor économique du Québec**, pp. 50-62. Montréal : Librairie Beauchemin, 1969, 524 pp.. Texte originalement publié dans *L'Action française*, 1921, pp. 706-723.

L'on a voulu qu'à cette enquête sur le problème économique il y eut une conclusion. J'ai donc relu attentivement les études de nos collaborateurs. Elles m'ont fait apercevoir, dans un ensemble plus harmonieux, une somme impressionnante de faits et d'idées. Et je suis tenté d'écrire que, depuis *L'indépendance économique du Canada français* d'Errol Bouchette, rien d'aussi fort ni d'aussi cohérent n'a été pensé sur le sujet.

Quelques vérités fort consolantes se dégagent de cette enquête minutieuse et parfois sévère. Nulle part, dans l'examen des facteurs de notre avenir matériel, l'on ne se heurte à des insuffisances irréparables. Elles n'existent point, à coup sûr, dans la « nature » de notre province, dans ce que Charles Gide définit « l'ensemble des éléments préexistants qui nous sont fournis par le monde dans lequel nous vivons ». Sans doute la terre québécoise n'est pas l'Eldorado de toutes les ressources naturelles. M. Émile Miner, par exemple, ajouterait volontiers quelques joyaux à notre dot. Le pire malheur est plutôt que notre incurie ait encore aggravé ces déficits. Quoi de plus navrant que la dilapidation de notre domaine national aux mains des politiciens du Québec ! Et pourtant le tableau que nous en ont tracé MM. Asselin et Pelletier, est de couleurs malheureusement justes. Par la faute d'un régime de concessions désastreux, nos forêts, nos forces hydrauliques, nos mines d'amiante

sont passées presque entièrement entre les mains de financiers et d'industriels anglais ou américains. « Pour trouver aujourd'hui, en quantités utilisables, de l'énergie hydraulique qui ne soit pas déjà concédée à perpétuité ou à long terme aux capitalistes américains ou anglais ou anglo-canadiens », écrit M. Asselin, « il faudrait sortir du Québec habité, gagner des profondeurs où l'aménagement serait trop coûteux. » ¹ « Nous enrichissons les autres, ils ne nous laissent que les miettes. ». Nous sommes « presque des intrus chez nous », conclut tristement M. Pelletier. ²

[51]

Faut-il donc désespérer ? Par bonheur, d'autres ressources nous restent, assez intactes, assez substantielles pour réparer peut-être, avec le temps, l'irréparable lui-même. On fera bien de se reporter aux propositions nombreuses et suggestives que nous soumet M. Émile Miner pour une meilleure exploitation de notre avoir économique. En quelques pages très denses notre géographe a voulu accumuler des données et des projets qui pourront occuper d'ici longtemps, s'ils veulent s'en donner la peine, nos ingénieurs forestiers, miniers et agricoles. MM. Vanier, Asselin et Pelletier ont aussi ébauché plusieurs initiatives intéressantes. Par dessus tout, il sera bon de ne pas croire à un déterminisme trop absolu des puissances brutes du sol dans l'ordre économique. Les maîtres de la géographie humaine n'en sont-ils pas à proclamer, sur le ton de l'axiome, que « les hommes en faisant de l'histoire sur la terre, y font aussi de la géographie » ? L'expérience est faite : quelques interventions plus intelligentes, une ou deux découvertes scientifiques peuvent changer totalement les rapports primitifs entre l'humanité et les matières terrestres. La Mésopotamie devient désert ou sol luxuriant, dans la mesure où elle succombe ou échappe à la domination des Turcs. La prospérité du pays flamand est l'œuvre exclusive d'une population laborieuse. ³ Un nouveau procédé dans le traitement du fer transforme la Lorraine française, laissée dédaigneusement à la France en 1871, en un vaste pays d'usines, producteur, à lui seul, des quatre cinquièmes du fer en France et en Allemagne. Non, « ne médisons pas trop de notre pays », a voulu conclure lui-même M. Miller : « tout en reconnaissant qu'il n'est ni le plus dépourvu, ni le mieux doté du monde,

¹ *L'Action française*, 1921, p. 131.

² Id., pp. 330, 340.

³ R. Blanchard, *La Flandre, étude géographique de la plaine flamande*.

rappelons-nous que c'est le travail bien inspiré, autant que la matière première, qui crée la richesse ». Volontiers, à notre tour, nous évoquerions la page éloquente de la *Géographie de l'histoire* de MM. Jean Brunhes et Camille Vallaux où ces maîtres nous montrent à l'œuvre les « impulsions collectives » qui, à certaines heures, peuvent soulever, en l'âme d'un peuple, toutes ses forces sentimentales, accroître en lui le sens de la solidarité, la volonté de s'appuyer sur le sol comme sur une forteresse de salut, et, par la puissance multipliée des moindres actes individuels, transformer presque la face d'un pays. ⁴

L'enquête ne relève point, non plus, d'insuffisances irrémédiables du côté du travail que, pour le moment, nous appellerons le facteur [52] humain. Évidemment, ce n'est pas à dire, qu'ici plus qu'ailleurs, nous soyons au bout de la perfection. M. Henri Laureys nous fait voir, pour sa part, les progrès nombreux que requiert notre enseignement technique. À côté de l'école technique primaire, il convient de créer, au plus tôt, l'école moyenne et supérieure. L'école primaire devra même se spécialiser davantage pour mieux s'adapter aux besoins de l'industrie. Dans le même enseignement toujours, la création d'une école normale s'impose sans retard. Nous ne pourrions aller demander indéfiniment à l'étranger, non plus qu'envoyer se former en dehors de chez nous nos professeurs, si leur formation très spéciale exige un contact permanent avec les industriels du pays. Du reste, ces initiatives s'apparentent de très près à l'organisation de notre enseignement scientifique supérieur ; et M. Gendreau nous a justement exposé les liens qui rattachent la science à l'industrie, le laboratoire à l'usine, les savants aux capitalistes. Son étude fait voir à côté des imperfections qui nous retardent en ce domaine les espérances que fait entrevoir la nouvelle faculté des sciences de l'Université de Montréal. Dans l'enseignement commercial primaire et moyen des réformes devront aussi s'accomplir. Là où les matières dites « pratiques » ont fini par tout envahir, les programmes devront bien ressaisir quelques disciplines de culture générale si l'étiage social du « petit employé de commerce » ne doit pas suffire à nos jeunes gens. Dans l'enseignement agricole enfin, il reste à créer l'école moyenne, en spécialisant l'école complémentaire rurale, effort que vient de tenter à Rimouski une initiative fort intelligente. Mais la tâche la plus urgente semblerait, à l'heure actuelle, de tirer autant que possible hors du fonctionnarisme, pour les aiguiller vers la terre, nos diplômés des écoles supérieures d'agriculture. La classe agricole, M. Vanier nous l'affirme, manque de

---

⁴ *La géographie de l'histoire*, (Paris, Alcan, 1921), p. 71.

chefs officiels à la fois éclairés et jouissant d'une véritable autorité. C'est donc un contact plus intime qu'il faut se hâter d'établir entre une élite et la masse. Il ne suffit plus de rapprocher agronomes et agriculteurs pour la simple amélioration de la culture ; ils doivent s'unir plus étroitement pour une large coopération sociale. Seuls, en effet, des hommes de l'enseignement supérieur peuvent créer à la campagne l'association professionnelle, organisme qui, en protégeant dans la justice les droits de la classe agricole, la fera plus sûrement collaborer à l'idéal commun de la race.

Oserons-nous ajouter que les réformes ne doivent pas en rester aux seuls modes d'enseignement qui préparent immédiatement le [53] producteur ou l'agent économique ? On admet, de façon générale, que dans le passé une attention par trop distraite et parcimonieuse fut accordée à la vie matérielle du Canada français. Pour un jeune journaliste, par exemple, c'était encore, il y a vingt-cinq ans, - demandez à M. Héroux - se donner pour un pauvre cerveau, d'une originalité fort suspecte, que d'oser écrire sur les questions économiques. Qu'est-ce à dire sinon qu'une pensée nouvelle a besoin d'être jetée presque dans notre enseignement secondaire où se forment les futurs éducateurs de l'opinion ? Il ne s'agit nullement de saboter les humanités classiques, fait observer M. Asselin. Et il faut s'en tenir à cette attitude. Mais qui empêche d'orienter l'esprit des jeunes gens vers le problème nouveau, en dégagant mieux pour eux, dans l'enseignement de l'histoire, le rôle quelquefois très grand de ces facteurs qui s'appellent le commerce, la finance et l'industrie ? Sans surcharger les programmes déjà suffisamment lourds, un Professeur éclairé ne pourrait-il greffer sur ces matières d'histoire, un sommaire de la science économique ? Il ferait mieux. Cette vue lui permettrait de jeter parfois sur les faits la lumière des causes profondes et de révéler aux jeunes intelligences une philosophie moins incomplète des événements humains. Il leur apprendrait, par exemple, que dans la vie des jeunes sociétés, l'évolution politique tient souvent à l'évolution sociale conditionnée elle-même par les faits économiques. Et, inversement, lorsque l'État se fortifie, qu'il tend à accaparer toute la vie de la communauté, le professeur ferait voir la puissance politique essayant d'asservir, pour ses fins de domination, la vie économique et sociale. L'enseignement de l'histoire pourrait ainsi devenir une leçon de vigilance patriotique. On y verrait la nécessité pour un petit peuple de surveiller l'indépendance de son patrimoine ; on y apercevrait la différence entre les moyens d'expansion des anciens empires et ceux d'aujourd'hui, les premiers procédant volontiers par l'annexion brutale, les autres se faisant précéder sournoisement par

toutes sortes d'infiltrations. Quand ils crient : *Markets ! New Markets !* ils expriment lucidement, a-t-on pu écrire, « le but et les démarches de l'impérialisme économique qui est en soi une perpétuelle agression pour protéger le commerce ». ⁵

Mais la liste de ces réformes une fois dressée, il reste que chez nous le facteur humain apparaît pourvu des qualités essentielles pour se [54] défendre et pour vaincre. On nous le redit avec force : rien dans nos hérédités françaises ne nous constitue inférieurs à nos rivaux, dans l'arène des luttes économiques. « L'esprit français », écrit M. Perrault avec son élégante solidité, « est capable autant que tout autre de s'intéresser aux choses positives et de vaincre les réalités. Il n'est pas cette chimère que nos ennemis trouvent bonne tout au plus à courir dans le vent, au royaume des nuages. Il y a dans la raison française une tendance pratique. Elle fait autre chose que de construire des idées et de jouir des sentiments ; elle a un fond de bon sens qui va à l'action et s'applique au monde réel ». ⁶ Ne va-t-on pas même jusqu'à nous reconnaître quelques supériorités particulières ? Dans le commerce, c'est notre connaissance du français qui élargit notre documentation et notre clientèle ; c'est un sens psychologique, une affabilité qui nous aident à comprendre autrui et à être compris. D'autre part, M. Henry Laureys dénonce, au nom d'une haute expérience, l'inutilité de pétrir l'esprit de notre jeunesse à l'anglaise, pour la rendre plus apte au succès en affaires. ⁷

Point n'est besoin de ces gauches déformations. Les faits sont là qui attestent nos aptitudes naturelles. À l'aide de quelques chiffres, M. Vanier nous démontre à quelle grande allure nos travailleurs agricoles rattrapent depuis quelques années l'avance de l'Ontario. ⁸ M. Georges Pelletier nous dresse, de son côté, le tableau des industries où les nôtres tiennent tantôt le premier rang, tantôt un rang fort enviable, en dépit de l'indifférence des épargnants et du public canadien-français. ⁹ M. Léon Lorrain recueille des observations aussi optimistes à travers les statistiques du commerce. Et comment alors ne pas admirer qu'un petit peuple dont le point de départ fut la dévastation de 1760 et la banqueroute de Louis XV, n'accuse en son histoire ni plus de recul ni plus de défaites ? Ce n'est que légitime fierté de le recon-

---

⁵ René Johannet, *Le principe des nationalités*, p. 331.

⁶ *L'Action française*, 1921, p. 182.

⁷ *L'Action française*, 1921, pp. 537-538.

⁸ *L'Action française*, 1921, p. 261.

⁹ *L'Action française*, 1921, pp. 336-337.

naître ! Nous avons pour nous les conditions profondes du succès : le goût du travail et la volonté d'en améliorer la qualité. Je rappelle uniquement pour mémoire l'affluence d'élèves qui s'est faite depuis quelques années à nos grandes écoles d'agriculture. Je rappelle aussi la conquête de l'école technique de Montréal effectuée en peu de temps par notre jeunesse qui n'y [55] comptait d'abord que pour une minorité négligeable. À cette même heure nos ouvriers sont en train de s'affranchir totalement de l'Internationale américaine. En trouvant son autonomie, le travail canadien-français rentre du même coup dans des conditions de sécurité qui ne pourront manquer d'accroître sa valeur aussi bien que sa compétence.

Mais alors serait-ce en regard du troisième facteur de la prospérité, de celui-là que Bouchette appelait le « capital-médiateur », c'est-à-dire le capital-espèces, qu'il nous faudrait avouer une insuffisance foncière ? Pas davantage. Sur ce point non plus l'enquête n'a pu varier ses conclusions. Le temps est passé où il nous plaisait de nous avouer un peuple pauvre. M. Georges Pelletier évalue à un demi-milliard au delà le capital que nous détenons en argent, en titres mobiliers, en valeurs facilement réalisables et en créances hypothécaires.¹⁰ S'il faut entendre le capital au sens plus large, incluant la richesse à côté de l'or, M. Montpetit ne craint Pas de parler d'un milliard et plus.¹¹ Le seul malheur ici, et il est grand, réside dans le placement et la circulation de ces capitaux. Nous sommes riches, mais « pas assez pour nous », dirons-nous avec M. Montpetit.¹² Nos banques, nos caisses de crédit, nos mutualités, nos compagnies d'assurances se plaignent de ne recevoir qu'une infime partie de l'épargne canadienne-française. Camouflées trop sous un nom français qui n'est qu'une traduction de circonstance, les banques anglaises, les mutualités, les compagnies d'assurance anglaises s'en vont jusque au fond de nos campagnes drainer l'argent des petits épargnants. Beaucoup parmi les nôtres, les plus riches et souvent les plus indifférents, s'en vont d'eux-mêmes et tout droit aux banques d'en face. Il résulte d'un tel état de choses, que notre propre argent travaille souvent contre nous, ainsi qu'au chapitre des assurances et mutualités l'a démontré de façon saisissante M. Omer Héroux.¹³ Il en résulte surtout une gêne dans la circulation des capitaux. Recevant peu, les banques canadiennes-françaises se croient justifiables de

¹⁰ *L'Action française*, 1921, p. 344.

¹¹ *L'Action française*, 1921, p. 17.

¹² *L'Action française*, 1921, p. 13.

¹³ *L'Action française*, 1921, pp. 578 et sq.

se montrer avares d'avances au commerce et à l'industrie. Nos mutualités soupèsent leur caisse et l'estiment trop légère chaque fois qu'une œuvre de caractère moral vient leur demander assistance. Et pendant ce temps-là, [56] pour mieux établir notre manque absolu de solidarité, des crédits aussi nécessaires chez nous que le crédit de colonisation et le crédit agricole sont encore à naître.

Comment expliquer une telle incurie et des agissements si étranges ? Une cause existe, en vérité, de tous nos retards et de toutes nos faiblesses dans le domaine économique. Cette cause profonde, l'analyse que nous venons de faire a déjà permis de la pressentir : elle n'est pas en dehors de nous, elle est en nous. Et là même elle n'est pas d'ordre intellectuel, elle est d'ordre moral. Une même conclusion douloureuse vient clore le plus grand nombre des études dont se compose l'enquête : nous manquons de confiance en nous-mêmes. C'est le manque de confiance en nous, nous dira M. Léon Lorrain, qui nous fait préférer l'article importé à l'article similaire de fabrication canadienne ; c'est le manque de confiance en soi qui « incite des chefs de maison de commerce à arborer une raison sociale anglaise » ; c'est encore le manque de confiance qui engage souvent un gros commerçant à placer ses disponibilités dans d'autres affaires. « Nous devons prendre conscience de notre force individuelle et collective afin d'acquérir cette qualité indispensable au succès, la confiance en soi-même et la confiance les uns dans les autres », appuie M. Beaudry Leman.¹⁴ M. Asselin, plus affirmatif, ajoute avec sa pleine franchise : « Sachons le reconnaître : dans toutes les sphères de l'activité économique, nous n'avons cessé de penser en vaincus ». ¹⁵

À cette cause nous sera-t-il permis d'en ajouter une autre qui, du reste, tient à la première de très près ? Trop longtemps, croyons-nous, par insouciance ou par faiblesse de vue, les Canadiens français n'ont pas voulu reconnaître aux affaires une valeur nationale. Ce fut le régime de la cloison étanche entre l'activité économique et les autres compartiments de la vie morale et sociale. Quelques-uns mêmes, parmi les plus empanachés de nos hommes de finance, ont trouvé moyen d'élever leur égoïste incurie à la dignité d'une doctrine et on les a entendus qui proclamaient cette formule chargée de commodités équivoques : « Ne mêlons pas le patriotisme et les affaires ». Qui dira aussi, en quelle mesure, les attitudes humiliantes imposées aux mino-

¹⁴ *L'Action française*, 1921, p. 464.

¹⁵ *L'Action française*, 1921, p. 145.

rités ethniques depuis un quart de siècle, ont énervé la vigueur du patriotisme français [57] en ce pays et augmenté notre état d'âme de vaincu, si elles ne l'ont même créé ? Nous estimons, en effet, l'avoir démontré dans notre cours d'histoire : cette hideuse dépression morale ne fut pas le legs de la conquête ; les premiers symptômes en apparaissaient à peine à l'époque de la confédération.

Mais ici encore serait-ce donc à désespérer ? Tournons-nous, une dernière fois, si l'on veut bien, vers les signes consolants que font surgir les réactions de ces dernières années. Décidément il y a quelque chose de changé dans l'atmosphère de notre province ; et le vent nouveau fleure trop bon la renaissance pour que nous ayons le goût de l'ignorer. Longtemps l'on avait considéré comme une chose à peu près immorale l'appel à la solidarité canadienne-française en matière politique et économique. Nous seuls, bien entendu, avions le droit et le devoir d'être désunis et de laisser opérer contre nous la solidarité des autres. Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui naguère encore dénonçaient l'« isolement » comme une tactique néfaste, trouvent bienfaisant le « bloc québécois » ; et ceux qui ont toujours cru à la bienfaisance et au droit de la solidarité, peuvent dire et écrire sans provoquer de scandale : gardons notre argent pour nous ; plaçons chez nous nos capitaux ; ayons nos industries à nous, pour nous, chez nous ; gardons pour notre porte-monnaie, pour nos œuvres, pour le profit de la race, le bien qui est nôtre. Sur la question du crédit et des banques notamment que jusqu'ici l'on avait déclarée intangible, à l'égal d'une matière inflammable ou sacrée, l'un de nos collaborateurs et l'un des plus graves est venu nous dire, en termes explicites, qu'il y a là un problème dont la solution intéresse l'idéal même d'un peuple. « Et pour que l'on veuille conserver cet idéal... a-t-il ajouté, il nous paraît indispensable ou tout au moins bien préférable de confier la conservation et la distribution du crédit accumulé par une collectivité à ceux d'entre ses membres qui ont les qualifications nécessaires et qui, s'inspirant aux mêmes sources, tendent vers le même idéal ». ¹⁶

C'est dire que beaucoup comprennent enfin, dans son ampleur et dans sa gravité, l'importance du problème. S'il est vrai, se dit-on, que les aspirations morales d'un peuple doivent passer avant toute chose, il est aussi vrai, dans notre monde renversé, que les forces économiques et les puissances d'argent commandent trop souvent les puissances morales [58] et qu'un peuple n'est vraiment maître de sa vie spirituel-

---

¹⁶ *L'Action française*, 1921, p. 457.

le que s'il détient l'entière administration de son patrimoine matériel. Ainsi raisonne-t-on maintenant parmi nous et chacun reconnaît là l'orthodoxie parfaite avec laquelle se pose toujours le problème. Non, ce n'est pas la richesse pour la richesse qui nous pousse à prêcher la conquête économique. C'est un instinct de défense et une volonté de construction ; c'est une doctrine d'ordre latin et chrétien qui pousse un peuple à chercher les conditions d'un progrès normal et à faire plus beau le temple de sa pensée. M. Montpetit a tenu à rappeler, dans son article, la préoccupation idéaliste qu'il plaçait lui-même, il y a douze ans, au début de sa campagne d'idée. « La richesse accumulée », reprend-il aujourd'hui, « le fonds de consommation reçoit pour fin la civilisation ». La même pensée a présidé à l'enquête de *l'Action française*, et l'article de M. Perrault n'a été que le commentaire éloquent et précis de cette formule qui est de lui : « Les biens terrestres n'ont tout leur prix que par rapport à l'esprit humain ».

Vision toujours nette de l'équilibre des forces, sentiment d'une solidarité plus grande entre les fils d'une même race, voilà donc, s'il nous faut résumer, les gains du présent que demain devra fortifier. Voilà aussi les directives qui guideront la jeunesse nouvelle, celle qui aborde la vie déterminée aux conquêtes décisives et qui s'appelle parfois « la jeunesse économique ». Si elle veut bâtir solidement et pour la longue durée, oserons-nous lui dire, elle prendra garde de se laisser fasciner par les succès trop rapides mais éphémères. Une dépendance mutuelle existe entre les divers facteurs du progrès. Une [59] richesse n'est pas une richesse par cela seule qu'elle l'est en elle-même ; il faut qu'en plus elle représente un élément de l'équilibre économique, lequel n'est souvent à son tour qu'un élément de l'équilibre moral et social. MM. Asselin et Pelletier ont fort bien indiqué, par exemple, jusqu'où, dans le Québec, ne doit pas aller le développement industriel, si l'on veut préserver quelques-unes des meilleures énergies de la race.¹⁷ Au nom des mêmes appréhensions, et

---

¹⁷ Pourquoi les partisans de l'industrialisation à outrance, chez nous, ne sont-ils pas en même temps les promoteurs de la colonisation à outrance ? Il ne faut être ni si grand économiste, ni si grand politique pour comprendre qu'un contrepois est nécessaire à tout développement industriel trop rapide et que ce contrepois ne peut se trouver que dans un développement agricole parallèle. N'est-ce pas sur cet équilibre que devraient reposer notre sécurité sociale et notre avenir ? « On remarque une densité moyenne supérieure et une fécondité plus grande de la race là où domine le type paysan, et un dépérissement plus ou moins rapide là où domine le type villageois », écrivent encore les auteurs de la *Géographie de l'histoire* que je ne saurais trop citer. En France on ne s'y méprend pas. Les droits sur ventes d'immeubles se sont presque triplés de 1918 à 1919. Cette progression est causée surtout par le mouvement de la propriété agricole. Depuis la guerre, un peu partout,

dans une page qui est tout entière à relire, M. Beaudry Leman nous a signalé le danger de faire trop grande, sur nos marchés et dans nos entreprises, la part du capital étranger. ¹⁸ Le mot d'ordre à retenir, c'est donc la renonciation absolue aux gains qui ne pourraient se faire qu'au détriment des forces nationales ou morales. Les constructeurs de notre avenir s'en souviendront : le vrai progrès est avant tout la préservation d'un ordre ; et l'ordre blessé prend toujours sa revanche. Croyons-en l'autorité d'un économiste comme Frédéric Le Play qui énonçait, en cette formule, le fruit de ses vastes observations : « La richesse cesse d'être bienfaisante, si les lois et les mœurs ne conjurent point le mal qui en émane, si le sentiment du devoir ne croît pas dans la même proportion que la fortune. » ¹⁹ Croyons-en surtout notre foi. Si le catholicisme reste pour nous ce qu'il doit être, si nous l'acceptons loyalement dans sa vérité, il nous indique selon quelle discipline, dans quelle hiérarchie des valeurs, doit se construire la cité terrestre. Et de la part d'une élite de croyants, ce serait un étrange illogisme de ne pas admettre cette vérité et une plus étrange insouciance de ne pas l'appliquer.

Armée de ces principes lumineux, la jeunesse nouvelle pourra, dès lors, entraîner notre peuple à un sens plus pratique de la solidarité. Elle lui rappellera sans cesse qu'il doit attacher une moralité à son travail et à son argent ; elle lui fera entendre que chaque déboursé, chaque placement qu'il fait, selon qu'il s'inspire de la neutralité ou de la ferveur patriotique, s'inscrit sous la forme d'un passif ou d'un actif au crédit national. Le peuple doit apprendre que ce n'est pas là une question où chacun soit libre de se comporter comme il lui plaît, au gré de ses fantaisies et de ses intérêts égoïstes, mais qu'en cette matière l'on se trouve lié par un devoir rigoureux de justice sociale, s'il est vrai que chaque citoyen doit concourir au bien commun de la [60] société en lui rendant ce qu'il en a reçu. Pour parler de façon plus concrète, il faudra oser dire au Canadien français enrichi par le public canadien-français, qu'il n'a pas le droit de refuser à ses compatriotes l'appui de sa fortune et de sa compé-

---

les propriétaires sont expropriés par leurs fermiers. Et les économistes saluent avec bonheur cette sorte de révolution sociale parce qu'elle appuie les bases morales de l'ordre sur une population travailleuse et prospère et que le retour de l'abondance prépare peut-être, comme l'écrit Charles Maurras, le repeuplement des campagnes et, par lui, le salut de la France.

¹⁸ *L'Action française*, 1921, p. 461.

¹⁹ *La réforme sociale en France*, T. I, p. 17, (7ème édition).

tence commerciale et financière, encore moins d'aller en offrir le bénéfice à nos concurrents et à nos ennemis. Il faudra ajouter que, chez nous moins qu'ailleurs, l'on peut se dérober à ce devoir de justice sociale, si dans nos problèmes économiques se trouvent engagés d'autres problèmes qui rejoignent l'ordre moral et religieux.

Ces quelques considérations suffisent, croyons-nous, pour faire entendre combien sera longue et difficile l'éducation de notre public. Les maîtres de demain auront à faire face à de nombreux préjugés et à des ignorances têtues. Pour dire toute notre pensée, nous croyons peu à un succès rapide et appréciable à moins que l'effort ne soit commencé et soutenu patiemment par un comité de direction et d'études économiques. M. Pelletier souhaite la création d'un tel organisme pour les fins du commerce et de l'industrie ; mais son action, à notre avis, devra s'étendre beaucoup plus largement. Sans doute, M. Pelletier nous en prévient, c'est « un organisme de montage difficile et délicat », les délibérations et les directions de ce comité devront s'appuyer sur une compétence indiscutée et un absolu désintéressement. Et ce sont là des conditions peu faciles à réunir. Il n'en va pas moins que, dans ce domaine où nous avons tout à apprendre et tout à faire, où les problèmes sont si complexes et si variables et si faciles les erreurs et les faux-pas, aucune espérance n'est légitime sans l'intervention immédiate d'une direction. Et si telle est la nécessité absolue du moment et si les obstacles ne changent rien à notre volonté inébranlable de devenir maîtres chez nous, un groupe d'hommes devra donc se trouver, coûte que coûte, qui assument la haute fonction de diriger et de coordonner les efforts.

Ce comité une fois constitué, sans doute s'apercevra-t-il, dès l'abord, que le progrès de la solidarité entre nous est lié à une suprême condition. Les grands mouvements des collectivités sont généralement provoqués et soutenus par des causes de l'ordre idéal, par une pensée supérieure qui rallie à soi-même toutes les fins secondaires. Dans leur *Géographie de l'histoire*, MM. Jean Brunhes et Camille Vallaux ont cherché les « impulsions immatérielles » qui, à certains [61] moments plus graves, déterminent un peuple à chercher jusque dans l'alliance du sol, un moyen de défense et de salut, et ces impulsions ils les énumèrent ainsi : « cohésion d'une nationalité qui naît ou qui se défend, orgueil d'un peuple qui fait son histoire ou qui veut faire l'histoire, puissance traditionnelle d'un sentiment impérieux du devoir, zèle apostolique

pour le triomphe d'une foi. » ²⁰ Combien de ces impulsions, si ce n'est toutes, auraient de soulever, à l'heure actuelle, nos volontés ? Puisque, de l'avis unanime, nous manquons de confiance en nous-mêmes, le remède ne serait-ce pas de faire entrer dans la vie morale de notre collectivité, les idées et les sentiments qui nous rendraient la confiance et une fierté active ? Allons jusqu'au bout de notre pensée : le premier élément moral d'une réaction appropriée et par conséquent la première condition d'un puissant effort économique, ne serait-ce pas, en définitive, de nous entendre, une bonne fois pour toutes, sur le caractère politique et national du Québec ? Aux administrateurs de notre domaine pendant ces derniers trente ans, on a reproché des fautes d'incapacité et d'imprévoyance parfois criminelles. A ces fautes ne faudrait-il pas joindre, dans une égale mesure, le péché de l'indifférentisme national ? Après la déformation du patriotisme français que nous a valu le fédéralisme, entraînés par ce qui se pratiquait ailleurs, dans cette immense portion de notre pays où le territoire restait ouvert aux vagues de l'immigration cosmopolite, qui pourra dire jusqu'à quel point nos gouvernants n'ont pas entendu traiter le c'est cette incroyable erreur qui doit prendre fin. Il appartiendra à la jeune génération, si elle veut atteindre aux réalisations puissantes, de faire admettre que l'être ethnique de l'État québécois est fixé depuis longtemps et de façon irrévocable. Une histoire déjà longue de trois siècles, la possession presque entière du sol par une race déterminée, Québec comme une province encore attardée, elle aussi, à la période du devenir national ? Notre territoire fut mis à l'enchère publique, tout comme les plaines de l'ouest canadien, et vendu aux plus hauts prenants, sans qu'on se souciât des droits des nationaux. Le domaine national, le capital d'exploitation n'ont jamais eu pour nos gouvernants l'idée de nationalité parce que, pour eux, l'État n'en avait point. Eh bien, l'empreinte profonde que cette race y a gravée par ses mœurs et ses institutions originales, le statut spécial qu'elle s'est réservé dans toutes [62] les constitutions politiques depuis 1774, ont fait du Québec un État français qu'il faut reconnaître en théorie comme en fait. C'est cette vérité qu'il faut remplacer en haut pour qu'elle y gouverne chez nous l'ordre économique, comme on admet spontanément qu'elle doive gouverner les autres fonctions de notre vie. Disons que nous cesserons de penser en vaincus et en conquies. Ensemble nous élèverons plutôt nos pensées vers la réalité de la patrie, vers cette idée maîtresse qui mettra de l'ordre et de la puissance dans notre action. Elle nous rendra le noble sentiment de respect que nous

---

²⁰ *La géographie de l'histoire*, p. 71.

nous devons à nous-mêmes ; mieux que tous les discours, au rôle de maçons et de mercenaires elle nous fera préférer celui d'architectes et de constructeurs. Et dans notre maison nous ferons autre chose que préparer à un rival le « repas du lion ».

Lionel GROULX, Ptre
Article paru dans « L'Action française », 1921

Fin du texte